Brexit : Corbyn cède aux pressions de la bourgeoisie et demande un nouveau référendum

Corbyn a fini par céder aux pressions de la droite du Labour : il demande qu'un nouveau référendum soit organisé avec deux alternatives : soit le Brexit négocié par Theresa May, soit le maintien dans l'UE (Remain). Et il indique clairement qu'il défendra le « Remain ». Cette capitulation gravissime, qui aura de lourdes conséquences, est malheureusement saluée (!) par une partie (très minoritaire) de l'extrême gauche, en l'occurrence le groupe « Socialist Résistance » lié à la IV Internationale (ex Secrétariat unifié).

Corbyn a fait campagne à reculons pour le « Remain » en 2016

En juin 2016, le parti travailliste, dirigé depuis septembre 2015 par Corbyn, a fait campagne, pour le Remain. Autrement dit, le parti travailliste a aidé le premier ministre conservateur (Cameron) à remporter son référendum. Pourtant, l'aile gauche du parti travailliste était historiquement opposée à l'Union européenne. Elle a fait campagne contre l'entée du Royaume dans la CEE en 1975. En 1983, le manifeste du parti travailliste (alors dirigé par Michael Foot) prévoyait la sortie de l'UE. En 1992, Corbyn s'était opposé à Maastricht. Mais en 2016, Corbyn a renoncé à ses positions anti-UE, laissant le champ libre à la droite dure conservatrice (Boris Johnson) et à l'extrême droite (le UKIP de Nigel Farage) pour incarner l'opposition à l'UE.

Corbyn a fait une campagne a minima pour le Remain, ce qui lui a permis de ne pas se couper complètement des catégories populaires très majoritairement pour le Brexit. Néanmoins, une occasion a été manquée. Si le parti travailliste s'était positionné pour un Brexit de gauche (« Lexit »), il aurait marginalisé l'extrême-droite et le Brexit l'aurait encore plus largement emporté. La crise politique aurait été telle que Corbyn aurait pu alors remporter des élections législatives anticipées et mettre en œuvre un Brexit de gauche.

Mais Corbyn n'a pas fait ce choix, et il s'est retrouvé dans le camp des perdants. Cameron, désavoué, a démissionné, et il a été remplacé par Theresa May (qui était contre le Brexit...).

Aux élections législatives de 2017, Corbyn indique qu'il mettra en œuvre le Brexit

Sans aucune ambiguïté, et au grand dam des blairistes, Corbyn s'est clairement engagé

à mettre en œuvre le Brexit si le parti travailliste obtenait une majorité aux élections législatives de 2017. Corbyn n'est pas passé loin de la victoire ((https://tendanceclaire.org/article.php?id=1215). En rompant avec la ligne de Blair, avec un programme incluant des mesures de redistribution et de nationalisation, il a suscité un énorme engouement. Le parti travailliste a obtenu son meilleur score depuis 2001 avec 40%. Theresa May a perdu sa majorité absolue, mais elle a pu rester au pouvoir.

Contrairement aux prévisions de ceux qui associent opposition à l'UE et xénophobie, la victoire du Brexit n'a pas profité à l'extrême-droite. Le UKIP s'est même effondré. En assumant le Brexit, Corbyn a pu conquérir une grande partie de l'électorat populaire opposé à l'Union européenne. On estime à 37% la proportion d'électeurs du parti travailliste avorables au Brexit. Entre 60 et 70% des circonscriptions détenues par le parti travailliste à la chambre des Communes ont voté pour le Brexit lors du référendum.

En se disant prêt à renoncer au Brexit, Corbyn trahit son programme et les catégories populaires

Lors de la conférence annuelle du parti travailliste en septembre 2018, Corbyn a été soumis à de vives pressions de la droite du Labour mais aussi de certains de ses partisans. Il y a partiellement résisté, refusant de se positionner pour un second référendum, mais refusant de l'exclure complètement. Son axe restait de demander des élections générales anticipées.

Quelques mois plus tard, Corbyn a complètement cédé. Il faut dire que l'offensive était puissante. Le 18 février, un groupe de 8 députés travaillistes ont annoncé la création d'un nouveau groupe pro-UE. Ils ont dénoncé les « ambiguïtés » de Corbyn sur l'UE. Ce groupe a depuis été rejoint par trois députés conservateurs : il s'agit de constituer une alternative fiable, pour le patronat (très majoritairement hostile au Brexit), au « gauchiste » Corbyn et aux conservateurs pro-Brexit. Par ailleurs, un des plus grands donateurs du parti travailliste, David Garrard, a annoncé qu'il allait désormais financer ce groupe. Cette offensive rappelle la création du parti social-démocrate en 1982, qui avait empêché la victoire du parti travailliste (dirigé alors par l'aile gauche) en 1983.

Au lieu de réaffirmer ses positions, Corbyn cède du terrain à la droite du Labour en espérant limiter les désertions. Très mauvais calcul, car Corbyn sera toujours perçu comme un « gauchiste » pour les Blairistes et il va décevoir une grande partie de son électorat populaire, très hostile à l'Union européenne. Ainsi, Corbyn a expliqué qu'il allait soumettre au parlement sa propre conception du Brexit, maintenant une union douanière permanente avec l'UE, puis, en cas de rejet, qu'il allait se positionner pour un second référendum (avec comme seuls choix le Brexit de May et le Remain, tout Brexit non négocié avec l'UE étant exclu par Corbyn). Son projet d'union douanière permanente (qui été rejeté par le parlement) est déjà une capitulation, car cela vide en grande partie de son contenu le Brexit. Mais le nouveau référendum est un crachat à la

figure des catégories populaires qui ont voté pour le Brexit. En adoptant cette position, il satisfait le patronat, mais il risque de s'aliéner beaucoup de ses électeurs populaires.

Sur le fond, au delà du très mauvais calcul électoral, c'est une trahison très grave. En effet, les éléments les plus avancés du programme de Corbyn (comme les nationalisations) sont incompatibles avec le maintien dans l'UE. Rester dans l'UE implique obligatoirement de renoncer à ces éléments. L'Union européenne impose la mise en concurrence, interdit les politiques publiques qui « faussent » la concurrence, et elle rend impossible tout essai de mise en place d'un programme réformiste, aussi maigre soit-il.

Un groupe d'extrême gauche, Socialist Resistance, appuie la trahison de Corbyn

L'attitude unanime de la gauche anticapitaliste devrait être de dénoncer cette trahison, et de mobiliser la base du Labour contre cette décision. Des députés travaillistes du Nord de l'Angleterre, dénoncent d'ailleurs de façon virulente le revirement de Corbyn. De façon juste, les principaux partis d'extrême gauche, qui avaient fait campagne pour le Brexit, dénoncent cette capitulation devant les pressions patronales. C'est le cas notamment du SWP
(
https://socialistworker.co.uk/art/47957/Corbyn+backs+down++to+big+business+demands+over+Brexit).

Malheureusement, le groupe affilié à la IV Internationale (ex Secrétariat unifié), Socialist Resistance, salue la nouvelle position de Corbyn ! Il faut dire que ce groupe, qui avait campagne contre le Brexit, faisait pression avec les Blairistes pour que Corbyn se mette à la tête de ceux qui veulent invalider le vote de 2016 !

Cette position est scandaleuse : comment peut-on être anticapitaliste et ne pas comprendre que l'UE pèsera évidemment pour que Corbyn renonce à tous les éléments progressistes de son programme ?

Encore plus scandaleux : Socialist Resistance a fait la promotion d'un meeting (https://www.facebook.com/events/1571338949635691/) anti-Brexit, avec la participation d'une députée travailliste (Catherine West), qui a fondé en 2016 un groupe de pression pro-UE, avec des Blairistes et des conservateurs !

Pour un Brexit anticapitaliste !

Le nouveau positionnement de Corbyn le fait plonger dans les sondages. Les catégories populaires qui avaient voté pour Corbyn risquent d'être dégoûtées, de se réfugier dans l'abstention ou de se tourner vers l'extrême-droite. C'est dramatique.

Les anticapitalistes révolutionnaires doivent défendre la perspective d'un Brexit

anticapitaliste, non négocié avec l'UE, mené par un gouvernement des travailleurs/ses qui devrait avoir sa propre monnaie (inconvertible sur les marchés avec les monnaies capitalistes) et exercer son contrôle sur les échanges extérieurs. Aucune rupture fondamentale n'est possible dans le cadre de l'UE capitaliste. Le cadre de l'UE a d'ailleurs été construit pour empêcher tout changement fondamental et pour imposer les mêmes politiques anti-ouvrières partout en Europe. Il est important de combiner la défense d'un programme anticapitaliste conséquent, et de mener un combat pour empêcher Corbyn de renoncer aux éléments les plus avancés de son programme, et donc de se battre pour qu'il assume une véritable rupture avec l'Union européenne, conformément aux résultats du référendum de 2016.

Gaston Lefranc, le 4 mars 2019